

Marche des libertés : une mobilisation spectaculaire

Les “marches des libertés” ont rassemblé 500 000 personnes à travers la France à l’appel de la coordination “Stop loi sécurité globale” qui réunit plus de 70 syndicats (dont le SNJ-CGT) et collectifs. Samedi 28 novembre, les manifestants ont marché contre la dérive autoritaire du gouvernement.

Forte contestation contre l’article 24 de la loi “Sécurité Globale”

L’évacuation violente des migrants installés place de la République à Paris lundi 23 novembre et le passage à tabac de Michel Zecler, un producteur noir de musique, par trois policiers jeudi 26 novembre ont renforcé la contestation contre l’article 24 de la loi “Sécurité Globale”, qui **pénalise la diffusion de l’image de policiers**.

Les images ont été cruciales pour invalider la version des policiers

Or, dans l’affaire des violences policières commises contre Michel Zecler, les images ont été cruciales pour invalider la version des policiers, qui accusaient leur victime d’avoir tenté de “saisir leur arme”.

« Les violences policières ont eu un impact sur l’ampleur de la mobilisation. Les revendications, qui au départ se concentraient sur le retrait de l’article 24 de la loi “sécurité globale”, se sont élargies aux violences policières et aux attaques contre les droits fondamentaux (liberté de manifester, État d’urgence, etc.) », analyse Céline Verzeletti, secrétaire confédérale.

Aujourd’hui, la crise sanitaire est devenue une crise sociale et démocratique

Samedi 28 novembre, 500 000 personnes ont marché dans toute la France où plus de 100 mobilisations ont été dénombrées.

À Paris, 200 000 personnes ont défilé. La manifestation comptait de nombreux jeunes, mais aussi des journalistes, syndicalistes, « gilets jaunes », étudiants et lycéens, le Comité Adama, des collectifs mobilisés contre les violences policières... une diversité témoignant d’une mobilisation spectaculaire et de la gravité de la situation.

La coordination doit se réunir ce lundi 30 novembre pour décider des suites à donner à cette mobilisation.

Montreuil, le 30 novembre 2020